

Quand le discours royal évite les sujets qui fâchent

Le discours du roi Philippe a été axé sur la politique étrangère. Il évite soigneusement d'aborder les tensions sociales et les réformes. Et lance un avertissement sur les réseaux sociaux.

NATHALIE BAMPES

Le roi Philippe a prononcé lundi son discours du 21 juillet version 2.0. En préambule, le Roi a mis en garde contre la prédominance du virtuel dans les relations, en évoquant notamment ces «*médias sociaux qui nous rapprochent*», mais en constatant aussi que ce «*monde virtuel envahit notre vie et s'impose à nous sans que nous l'ayons réellement décidé*». Détail piquant, une page Facebook de la famille royale a été lancée quelques jours auparavant...

Les thématiques touchant à la situation économique du pays et la politique menée par le(s) gouvernement(s) étaient par contre absentes du discours royal. Philippe s'est concentré sur la politique étrangère, abordant sa première visite d'État en Chine, mais aussi les sujets d'actualité brûlants comme le drame des réfugiés ou la politique européenne dominée par la crise grecque.

Pour le constitutionnaliste liégeois Christian Berhendt (ULg), le choix des thématiques du discours (écrit, rappelons-le, à quatre mains par le cabinet du Roi et le cabinet du Premier ministre) s'est révélé assez logique et judicieux. «*Le discours du Roi doit respecter deux objectifs: il doit être consensuel pour ne pas polariser la population, et il doit rester loyal face au gouvernement qu'il a nommé. On comprend donc assez bien qu'il préfère parler de politique étrangère*», explique-t-il.

Il aurait en effet été difficile pour Philippe d'aborder les réformes mises en place par le gouvernement fédéral sans glisser sur la pente du parti pris. «*Il aurait été en difficulté étant donné que les réformes ne font pas consensus au sein de la société*», dit Christian Berhendt. Soit il évoquait les difficultés liées à la réforme des pensions par exemple, et il risquait de sortir de la ligne de son gouvernement, soit il soutenait que cette réforme était une très bonne idée, et il faisait un discours qui n'aurait pas agréé les syndicats et l'opposition. Idem pour la

situation économique, un thème pourtant très largement développé dans le discours du 21 juillet 2014. «*Le Roi aurait été dans l'obligation de poser des constats, et envisager des solutions. S'il avait été consensuel, cela aurait été pour ne rien dire. Si pas, il serait sorti de sa neutralité absolue.*»

Privilégier le réel

Le Roi aborde donc des sujets qui mettront tout le monde d'accord, à commencer par les avantages et inconvénients de la société ultra-connectée dans laquelle nous vivons («*Plus que virtuelles ou immédiates, nous avons besoin de relations réelles et profondes*»), ce qui lui permet d'embrancher sur l'investissement dans le capital humain (il soigne au passage le monde des entreprises et le monde de l'enseignement). Le Roi évoque aussi sa visite d'État en Chine, dans l'esprit des «*liens qui se tissent entre régions, pour l'avenir de la Belgique*» («*Les liens avec la Chine engagent l'avenir*»).

Et enfin, il aborde les deux thèmes de l'actualité européenne: les réfugiés («*Aux portes de l'Europe se déroulent des drames qui ne peuvent nous laisser indifférents. [...] Il est illusoire de penser que nous pouvons nous en isoler.*»), et la situation de la zone euro face à la Grèce. («*Quand le projet européen traverse une période difficile [...], évitons que nos pays ne se dressent les uns contre les autres.*»)

Christian Berhendt rappelle enfin que le chef de cabinet du Roi, Frans Van Daele (co-auteur du discours) est un ancien diplomate de haut vol. «*Il n'est donc pas étonnant que sa forte sensibilité internationale soit imprimée dans le discours*», conclut Berhendt.

«Si le Roi avait été consensuel, cela aurait été pour ne rien dire. Si pas, il serait sorti de sa neutralité absolue.»

CHRISTIAN BERHENDT
CONSTITUTIONNALISTE LIÉGEOIS (ULG)